

sur les ESST, le Comité scientifique directeur donnant l'avis ultime.

La difficulté est venue de la France. En application du droit communautaire, la France a l'obligation de lever l'embargo mais la loi de juillet 1998 créant l'AFSSA prévoit une saisine obligatoire (pour avis) de cette agence sur les décisions de sécurité sanitaire. Le ministre de l'Agriculture a soumis le projet de décret levant partiellement l'embargo à l'avis de l'AFSSA, laquelle a émis un avis défavorable, après consultation du comité scientifique interministériel sur les ESST (encéphalopathies spongiformes sub-aiguës transmissibles), présidé par Dominique Dormont, et qui donne régulièrement des avis sur l'appréhension des risques au vu des connaissances scientifiques. Celui-ci estime que le risque d'exportation de viandes contaminées à partir de la Grande-Bretagne n'est pas totalement maîtrisé. C'est ainsi que la France a décidé de ne pas suspendre l'embargo, comme l'avait décidé la Commission, au nom du principe de précaution, argumenté par ses scientifiques, et sous le couvert de son agence.

La crise n'est pas close aujourd'hui bien que le Comité scientifique directeur européen ait donné tort à la France. Plusieurs conceptions scientifiques s'opposent, qui donnent lieu à un bras de fer "scientifico-diplomatique" comme il est parfois joliment appelé : étiquetage, traçabilité, tests ainsi que légitimité institutionnelle et juridique sont l'enjeu de ces négociations. Est-il possible qu'un Etat décide seul de la validité scientifique de la levée d'un embargo dans l'Union européenne ? Quel est le niveau de légitimité de l'AFSSA par rapport à l'avis scientifique européen ? Le peu d'empressement qu'a montré la Commission européenne à poursuivre en justice la France, son souhait de voir aboutir les négociations bilatérales témoignent de l'embarras de tous pour répondre à ces questions. Car, sans que cela soit dit, chacun se demande ce que sera le jugement de l'avenir. Le risque aura-t-il été bien évalué, et par qui, la France ou l'Europe ?

La décision publique semble dès lors tenir à l'avis des scientifiques, et d'eux seuls. La diversité de leurs prises de position ne simplifie pas la tâche des politiques. Or cette diversité est normale, car elle tient en partie aux postures différentes prises par ces comités, qui ne sont pas indépendantes des spécificités nationales, culturelles ou plus conjoncturelles. Que l'affaire du sang contaminé et des hormones de croissance aient eu en France un tel retentissement n'est pas sans influencer sur la conception "dure" de l'expertise en matière de santé publique en ce domaine. Que la Grande-Bretagne ait vécu à plein la crise de la "vache folle" et estime avoir contrôlé l'épidémie n'est pas sans influencer sur sa volonté de tourner la page, même partiellement, de l'embargo. Quant aux experts européens, présidés par un Français, ils estiment les contraintes imposées aux exportations anglaises suffisantes pour éloigner tout risque. En outre, il leur était difficile de revenir sur un avis positif qu'ils avaient eux-mêmes donné si des arguments nouveaux ne leur étaient pas soumis.

Pour autant, il faudrait prendre garde que la science ne soit systématiquement appelée par les politiques à dicter les décisions permettant de contrôler les risques alimentaires et assurer la sécurité des consommateurs. Les récents événements donnent l'impression que la science doit déterminer les choix. Les Européens, et les Français, viennent d'en donner un exemple. Les Américains, dans leurs conflits avec l'Europe, ne cessent d'en appeler à la science pour valider leurs positions. L'innocuité des produits serait vérifiée "scientifiquement". En vérité, rien n'est aussi simple et compliqué à la fois. Il serait nécessaire de bien expliquer ce qui peut conduire à